

<https://www.elcorreo.eu.org/SECESSION-TERRITORIALE-ARGENTINELe-territoire-comme-speculation-financiere>

# **SÉCESSION TERRITORIALE ARGENTINELe territoire comme spéculation financière**

- Argentine - Souveraineté -

Date de mise en ligne : lundi 12 octobre 2026

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

**De la ville privée qu'Eduardo Elsztain fait construire sur les rives du Río de la Plata aux 100 000 hectares de terres andines appartenant à des émirs et des cheikhs, en passant par les centres de données d' OpenAI en Patagonie et l'installation de Peter Thiel à Buenos Aires, la terre argentine a cessé d'être un territoire pour devenir une marchandise. Il ne s'agit pas d'une braderie, ni du fait d'un seul gouvernement : c'est une transformation du régime foncier qu'aucun parti politique n'a réussi à inverser depuis quarante ans et qui entre cette semaine dans sa phase décisive au Congrès.**

Le gouvernement libertarien offre au marché immobilier l'opportunité de créer des sanctuaires anarcho-capitalistes, soustraits à la souveraineté politique sur le territoire. Cela n'a rien d'étonnant : le courant de pensée inauguré par [Friedrich Hayek](#), dès ses débuts au milieu du XXe siècle, prévoyait ce coup fatal porté aux États-nations : la fragmentation et l'appropriation de portions de territoire par les entreprises, la sécession. La matrice de l'urbanisme est celle des zones économiques spéciales, des villes gérées comme des entreprises, qui s'intègrent parfaitement à la structure économique même du [modèle argentin post-néolibéral](#), une combinaison de vastes propriétés foncières, de contrebande, de futurisme et de spéculation financière déconnectée de l'économie réelle.

Ces principes économiques correspondent à cette morphologie urbaine. La [privatisation de l'expansion métropolitaine](#), maintenue depuis cinquante ans, constitue la feuille de route anarcho-capitaliste. Les dérogations aux règles d'urbanisme ont instauré un régime de pratiques où la loi n'est qu'une simple suggestion. Le programme sur lequel s'appuient les responsables de la mise en œuvre du plan gouvernemental au Congrès représente l'aboutissement d'un processus historique impulsé par des figures récurrentes.

Javier Milei ne détruit pas un État modèle.

Ce que certains déplorent n'était déjà qu'une illusion, instrument du maintien du statu quo économique.

Le 12 mai, le ministre de l'Économie, Luis Caputo, [a rencontré le techno-oligarque Peter Thiel](#), fondateur des géants de la tech PayPal et Palantir, [installé à Buenos Aires depuis avril](#). Le mystère est la marque de fabrique des opérations « exotériques » de Thiel (il met en garde contre [l'arrivée de l'Antéchrist](#)). Ses récits dignes de la science-fiction s'ajoutent à des absurdités économiques, rendant difficile la compréhension de ses véritables motivations. Le sens profond de ses mises en scène est bien loin des photos, comme l'a démontré la récente enquête d'Anfibia et de Reporters sans frontières, « [Piratage de Peter Thiel](#) ». Il réside plutôt dans la réforme du régime de propriété promue par le gouvernement libertarien : le RIGI (Garanties régionales d'investissement), les modifications de la « Loi des Glaciers » et la loi sur « l'inviolabilité de la propriété privée », qui est au cœur du programme de la techno-oligarchie mondiale.

## L'archipel exportateur

L'Argentine n'est pas une destination touristique pour magnats excentriques et émirs obsédés par les paysages. Elle n'est pas non plus uniquement un refuge contre l'apocalypse nucléaire, [même si les investisseurs cherchant à exploiter ce créneau paranoïaque ne manquent pas](#), à l'instar du ranch Wamani développé par le millionnaire argentin [Martín Varsavsky](#) à Mendoza. Cette étape finale pour l'Argentine est la sécession territoriale, avec ou sans législation spécifique. [Thiel n'a eu besoin d'aucune loi](#) pour acquérir une participation dans Vista Energy, la compagnie pétrolière de [Miguel Galluccio](#).

Le terreau fertile de ce type d'explorations réside dans l'inégalité traditionnelle en Argentine dans les relations entre les secteurs public et privé. D'un côté, la planification urbaine d'un État faible ; de l'autre, le pouvoir des hommes d'affaires qui savent mieux que quiconque exploiter les failles de cet État. Ainsi, les tensions entre entreprises – et entre les superpuissances que sont les États-Unis et la Chine – se transposent dans l'appropriation de notre territoire. Comme une terre vierge, [il est disputé](#) par des fonds d'investissement soutenus par le mouvement trumpiste MAGA, la Couronne britannique, des rabbins américains, des émirats arabes, des entreprises chinoises et les réseaux parasites des [élites locales](#), toujours prêtes à tout vendre à n'importe qui.

C'est pourquoi la révolution qui menace de fragmenter le pays en un archipel prend la forme de [Zones Économiques Spéciales](#), écosystèmes utopiques sans démocratie ni droits des travailleurs, où les milliardaires règnent en despotes. À ce sujet, le chercheur canadien [Quinn Slobodian](#) explique : « Cette initiative a été saluée, et souvent mise en œuvre, par une foule d'ultracapitalistes, de libertariens et de néolibéraux qui croyaient pouvoir échapper aux contraintes du contrôle démocratique. (...) Une sorte de monde possible régi uniquement par le contrat et l'échange, abandonnant ainsi l'héritage de la souveraineté populaire et du gouvernement représentatif ».

En Argentine, ce cadre global se manifeste à travers un système immobilier régi par ce que le chercheur [Michael Goldman](#) qualifie d' [urbanisme spéculatif](#) : la production de villes comme actifs financiers, à l'instar de Dubaï, Shanghai et Singapour, mises en œuvre sans consultation démocratique au nom de l'efficacité. Cet [urbanisme néolibéral](#) contourne les réglementations et impose de facto un nouvel aménagement du territoire, comparable à ce qu'Uber a fait pour les transports et PayPal pour les transactions commerciales. Il s'agit d'un urbanisme fondé sur les plateformes, explique la sociologue australienne Sara Barns, qui crée ses propres règles internes, indépendamment des systèmes juridiques et constitutionnels.

[Une enquête du magazine WIRED](#) a révélé un réseau d'organisations de lobbying à l'origine de cette innovation aux États-Unis. Cette coalition comprend la Frontier Foundation, soutenue par Pronomos et [NeWay Capital](#), un fonds qui exploite les marques de Próspera, la ville-entreprise hondurienne [sévèrement critiquée](#) par les Nations Unies pour son impact sur les droits humains, et qui bénéficie notamment d'investissements de Peter Thiel.

Le [promoteur de Próspera](#) est arrivé en Argentine avant le magnat de la technologie. Le 7 juillet 2025, Gabriel Delgado Ayau, cofondateur de l'enclave hondurienne, est venu à la Casa Rosada (le palais présidentiel) et s'est entretenu pendant près de deux heures avec [Demian Reidel](#), alors chef de cabinet du président. Petit-fils de Manuel Ayau – fondateur de l'Université Francisco Marroquín et président de la [Société du Mont Pèlerin](#), un réseau fondé par Hayek lui-même –, il définit les villes privées comme un « modèle transposable » et affirme que l'Argentine pourrait « créer de nouveaux espaces d'investissement, d'entrepreneuriat et d'expérimentation ». Reidel, qui a été contraint de quitter le gouvernement argentin suite à des accusations de prix abusifs chez Nucleoeléctrica Argentina, est également le principal instigateur [des projets](#) de centres de données d'OpenAI en Patagonie.

Un détail crucial à prendre en compte lors des délibérations sur le Super RIGI est le suivant : lorsque le Congrès hondurien, sous le gouvernement de Xiomara Castro [a abrogé le régime des zones économiques spéciales](#) (ZEDE) en 2022, Próspera a porté plainte contre l'État devant le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) de la Banque mondiale pour 10,775 milliards de dollars au titre de « [dommages aux investissements](#) » (le budget total du Honduras cette année s'élève à environ 16,758 milliards de dollars). En 2025, le montant de la plainte a été ramené à 1,63 milliard de dollars, mais étant donné que le nouveau gouvernement de Nasry Asfura appartient au parti d'extrême droite qui avait instauré les ZEDE, l'issue prévisible de cette affaire est celle d'une extorsion qui prend l'État lui-même en otage.

Les techno-oligarques craignent la mort autant qu'ils détestent payer des impôts. C'est pourquoi ils promeuvent les « [villes de la liberté](#) », à la fois paradis fiscaux basés sur les cryptomonnaies et lieux d' [expérimentations cliniques frénétiques](#). Les contrôles habituels sur l'alimentation, les médicaments et les essais cliniques n'y sont pas

appliqués. Ces villes servent de refuge aux start-ups et aux personnalités qui promeuvent des solutions eugéniques sous une forme édulcorée. C'est le cas du [Prospera Bio Hub](#), qui expérimente des thérapies non approuvées par les autorités étasuniennes ; et de Minicircle , initialement soutenu par Thiel et Sam Altman, PDG d'OpenAI, qui promet d'« aligner vos gènes sur vos ambitions ». [Bryan Johnson](#), le biohacker qui se modifie génétiquement pour prolonger sa vie et vend des compléments alimentaires, y a également participé à des expériences en 2023. C'était avant qu'il n'annonce être atteint d'une maladie dégénérative rare.

Les villes « déréglementées » sont le fruit d'une histoire de bouleversements urbains, de rêves numériques et de gouvernance d'entreprise. C'est ainsi que, dans cette phase du capitalisme, la production urbaine devient l'une des principales sources de reproduction du capital financier. La terminologie employée est anglaise car chaque terme véhicule des mécanismes conceptuels clés en main. Parmi ceux-ci figurent les « [îles paradisiaques](#) » imaginaires promues par l'économiste et prix Nobel [Paul Romer](#), la [fascination néolibérale](#) pour le statut colonial de Hong Kong et de Singapour, les principes des [free-market cities](#), les dérivés des [gated communities](#) (quartiers privés, comme Nordelta ), charter city, les start-up cities et freedom cities, autant d'éléments qui font partie intégrante du programme politique du trumpisme.

Les leçons mal tirées de [plusieurs expériences ratées n'invalident pas ces expériences](#) : [Hargeisa](#), un projet illusoire partiellement financé par l'État-providence en Somalie ; le projet de ville intelligente [Sidewalk Toronto](#), soutenu par Google ; et le projet Prospera susmentionné .

Le cadre juridique protégeant ce nouvel urbanisme de fragmentation et sécessionniste provient du Nord. Mais en Argentine, il s'enracine dans un régime de facto fondé sur des exceptions et des transactions immobilières depuis 1976. Des noms comme [Eduardo Costantini](#) et [Eduardo Elsztein](#) sont les plus représentatifs de ce type d'entrepreneurs spécialisés dans la [production privée d'espaces résidentiels urbains](#) pour les classes les plus aisées, une exploitation de la ségrégation socio-spatiale de communautés fermées, rendue possible par les investissements publics dans les infrastructures – notamment les autoroutes – durant les années 1960 et 1970.

Début août, le ministre des Affaires étrangères, Pablo Quirno, expliquait que [l'idée derrière la loi](#) sur « l'Inviolabilité de la propriété privée » visait à permettre à un étranger « d'acheter une province ou une ville ». Or, la propriété étrangère souhaitée par le gouvernement Milei ne se limite pas à la simple vente de terres à des citoyens d'une autre nationalité. Il s'agit de la formalisation juridique d'un régime de fait. Le projet de loi Super RIGI, déjà adopté par la Chambre des députés et présenté par le ministre de l'Économie comme un dispositif favorisant l'implantation de centres de données, sera prochainement examiné par le Sénat.

Selon le Registre national des terres rurales, en août 2026, 13,3 millions d'hectares de terres rurales [appartenaient à des personnes physiques ou morales étrangères](#), soit près de 5 % du territoire national. Trente et un départements dépassent le seuil légal de 15 % de propriété étrangère ; quatorze d'entre eux excèdent même les 25 %. En mars, le gouvernement a proposé de supprimer purement et simplement ce plafond dans le cadre du projet de loi sur l'inviolabilité de la propriété privée. La Société rurale argentine a soutenu cette proposition, arguant que le prix pratiqué reflète une stratégie commerciale tournée vers l'avenir : un hectare dans la région agricole principale est valorisé à 15 000 dollars, contre 25 000 ou 30 000 dollars dans l'Iowa. L'Argentine possède la quatrième plus grande superficie de terres noires au monde (397 millions d'hectares), après la Russie (326,8 millions), le Kazakhstan (107,7 millions) et la Chine (50 millions).

C'est cette structure qui abrite un écosystème d'entreprises où les terres rurales et urbaines sont converties en réserves financières.

Dans ce marché s'ouvre désormais le chapitre des centres de données , ces infrastructures informatiques étant indispensables à la chaîne de valeur de l'intelligence artificielle et des cryptomonnaies. La première étape de cette véritable ruée vers l'or fut [Stargate Argentina](#), une coentreprise entre OpenAI , la société de [Sam Altman](#), et

l'entreprise locale Sur Energy. Le projet visait à construire un centre de données de 500 mégawatts en Patagonie, avec un investissement pouvant atteindre 25 milliards de dollars, structuré, bien entendu, [dans le cadre du programme RIGI](#) et de ses trente années d'avantages fiscaux, monétaires et douaniers. Depuis son annonce l'année dernière, Stargate est resté silencieux, bien que les experts consultés pour cet article nous assurent que la société attend des précisions sur les avantages fiscaux avant de poursuivre son développement.

La double opération d'éradication de la souveraineté – territoriale et populaire – s'est développée parallèlement au système économique de spéculation monétaire et financière et à l'hégémonie centrée sur la city de Buenos Aires, la bourse de Rosario et les réseaux d'exportation et de contrebande. Elle atteint aujourd'hui son stade avancé : les cryptomonnaies et les paradis fiscaux.

## Transformation urbaine : programme, pas déréglementation

Ce qui progresse, ce n'est pas la déréglementation, mais l'aliénation, au sens propre comme au figuré. La terre change de mains et, dans le même temps, la ville perd toute capacité de décision quant à son propre destin.

Les chiffres de la région du Grand Buenos Aires [banlieue] illustrent cette transformation. On y dénombre plus de 500 ensembles résidentiels privés. Ces vastes conglomérats, qui divisent ou englobent des villes préexistantes, sont ce que [Sonia Vidal-Koppmann](#), chercheuse au CONICET, appelle les « [nouvelles frontières urbaines](#) », un phénomène d'agrégation que les réglementations d'aménagement du territoire « n'ont pas réussi à maîtriser ».

- Le cas du quartier de Tigre à Buenos Aires illustre bien la mécanique fine : une expansion urbaine de 70 % entre 1980 et 2017.
- Et un fait révélateur : les principaux travaux de terrassement de la période 1999-2017 (les années fastes de [Nordelta](#) et de ses clones) ont été réalisés sous la protection de seulement deux ordonnances, d'après [la reconstitution d'Ana Fehrmann](#). La loi-cadre, de surcroît, demeure le décret-loi 8912, promulgué par la dictature en 1977.

L'impuissance réglementaire est, en réalité, la véritable politique à l'origine de l'urbanisme chaotique. Comme le souligne l'économiste [Jayati Ghosh](#), « [la déréglementation est un terme impropre](#) » ; ce mot désigne l'inverse de ce qu'il fait, puisqu'il s'agit en fait d'une réglementation explicite « au service des fonds spéculatifs et des élites technologiques ».

Et, sans aucun doute, la réforme constitutionnelle de 1994 a grandement contribué au développement de ces zones durant cette longue période. Grâce à une stratégie marketing novatrice, elle a transformé les administrations provinciales en percepteurs de redevances. Il s'agit d'un fédéralisme inversé où chaque dérogation aux règles d'urbanisme, votée aux aurores, constitue une réglementation qui profite à certains.

## La « respectabilité » recherchée.

[L'entrepreneuriat urbain](#), comme le nomment les ingénieurs María Eva Koutsovitis et Jonatan Baldiviezo, se cristallise en codes de construction avec le soutien politique de la droite argentine. La réforme urbaine de Buenos Aires de 2018 a fait passer le zonage par usage du sol à une réglementation fondée sur la morphologie et la capacité de construction, réduisant ainsi la surface d'espaces verts au sein des îlots et favorisant les démolitions pour

s'approprier les nouveaux droits à construire, plus importants. Autrement dit, elle a transformé le territoire de Buenos Aires en [une grille de droits à construire négociables](#). Elle l'a financiarisé.

La manœuvre fut perfectionnée en 2024. Lors d'une session marathon où plus de 300 projets de loi furent examinés, l'Assemblée législative de la ville de Buenos Aires approuva une nouvelle réforme. Celle-ci fut présentée comme une mesure de préservation de l'identité des quartiers. Mais en réalité, elle optimisait le marché des droits à construire cessibles en permettant [le transfert de capacités de construction](#) des quartiers sud vers d'autres où la demande était plus forte. Le mètre carré fut détaché du terrain et devint un actif financier, acheté à bas prix à La Boca ou Barracas et revendu à prix d'or à Palermo ou Belgrano.

Cette mesure a été ajoutée à la loi 6508, [la loi sur la transformation des microcentres](#), qui autorisait la déduction de 50 % à 70 % des investissements privés de l'impôt sur le revenu brut, soit une exonération fiscale de 230 millions de dollars. [L'État subventionne les riches](#).

– Résultat : des démolitions quotidiennes, des « coquilles vides » ne conservant que leurs façades condamnées, des inscriptions refusées par le Conseil consultatif du patrimoine, le [chalet Tudor de la rue Bustillo](#) mis en vente malgré son statut de bâtiment protégé, entre autres. Ceci a engendré un marché où le prix au mètre carré dépasse 4 000 dollars, dans une ville qui compte 200 000 logements vacants et quelque 12 000 personnes dormant dans la rue. [L'Observatoire du droit à la ville](#) qualifie le modèle de droite à Buenos Aires d'« [utopie de l'exclusion](#) ». Un système en trois étapes : déplacement des populations vulnérables par des opérations punitives, criminalisation de la survie – tentatives d'enfermement forcé des sans-abri – et gentrification.

L'acquisition de la villa de Thiel à Buenos Aires s'inscrit dans cette dynamique et préfigure l'étape suivante : 13,5 millions de dollars versés par Birkdale Emprendimientos, [une société constituée 49 jours](#) avant la transaction, derrière laquelle l'Inspection générale de la justice a identifié l'avocat principal et le directeur financier de Thiel Capital. La technique de la société écran, utilisée dans la ville de Buenos Aires et sa zone métropolitaine, a trouvé son terrain d'expérimentation en Patagonie.

## Le futur est déjà là

La transformation du territoire national en un archipel de zones a déjà créé des précédents.

[Le lac Escondido](#) dans la province de Río Negro, en est l'exemple le plus frappant. Le magnat anglais [Joe Lewis](#), propriétaire du club de football londonien Tottenham Hotspur, y a acquis un ranch dans les années 1990, situé à quelques kilomètres d'El Bolsón. Lors de cette transaction, il s'appropriait également le lac voisin. Dans la même opération, il avait acquis des terres sur la côte atlantique, où il fit construire une piste d'atterrissage plus longue que celle de l'aéroport Jorge Newbery de Buenos Aires.

Son appétit vorace pour les terres a fini par opposer à [cette mine d'or de Patagonie](#) la population communautaire qui y vit encore. La réaction fut la mobilisation récurrente de militants exigeant le libre accès au lac [tel que permis par la Constitution argentine] lors des [Marches pour la souveraineté](#).

Le lac Escondido est une [sécession de facto](#), un territoire clôturé, constamment soumis à un contrôle judiciaire, une juridiction étrangère au sein même de l'Argentine, le tout étant toléré par le système politique. Lewis, récemment gracié par Donald Trump après avoir purgé une peine de prison à New York pour malversations financières, était le protégé de Mauricio Macri. L'ancien président a conduit Barack Obama sur 1 700 kilomètres jusqu'à cette demeure

pour discuter de sujets inconnus, durant la présidence argentine du G20. C'est d'ailleurs Macri qui l'a dire <https://translate.google.com/websit...>ctement favorisé en levant l'interdiction faite aux étrangers d'acquérir des terres dans les zones prioritaires pour la sécurité nationale. [Son décret 820/2016](#) a relevé le seuil de participation étrangère dans une entreprise de 25 % à 51 %.

À quelques kilomètres seulement du fief de Lewis se trouve le fonds Amaike, financé par des capitaux des Émirats arabes unis. L'Estancia Las Marías appartient à la famille royale d'Abu Dhabi. La portion de la route 40 reliant Bariloche à El Bolsón est devenue, selon le quotidien Tiempo Argentino, [un droit de passage](#) traversant un unique bloc de terres appartenant à des étrangers : quatre groupes – le Qatar, les Émirats arabes unis, la société belge BURCO et le groupe britannique Lewis – y contrôlent quelque 110 000 hectares, soit près de six fois la superficie de la ville de Buenos Aires. Une montagne unique est divisée entre plusieurs propriétaires étrangers, et les sources de quatre rivières se trouvent à l'intérieur de cette zone clôturée.

Lewis a récemment vendu sa propriété située sur la côte du Río Negro à l'émir du Qatar. Cette propriété, qui comprend une piste d'atterrissage de 2 200 mètres et des hangars pour gros porteurs, se trouve à proximité des îles Malouines. L'enclave britannique [a été transférée](#) à l'enclave qatarie.

Les Arabes [ont perfectionné le modèle de Lewis](#). Des capitaux du Golfe persique entraînent clandestinement par le biais de sociétés écrans autorisées par décret du gouvernement Macri. Tout cela serait passé inaperçu si ces manœuvres n'avaient pas été mises au jour cette année devant les tribunaux, provoquant un scandale qui implique le gouverneur [Alberto Weretilneck](#).

Le 7 avril, l'ancien joueur de polo Hugo Barabucci a avoué lors d'un procès avoir acquis une propriété de 20 000 hectares grâce à un don de deux millions de dollars du gouvernement des Émirats arabes unis. Derrière cette révélation s'est révélé un réseau de sociétés écrans, d'hommes de paille et de fiducies qui ont finalement transféré la propriété directement à deux personnalités émiraties influentes : Osama Hussein Saleh Hussein Alahdaly, conseiller de confiance de l'émir d'Abou Dhabi, et le général à la retraite Matar Suhail Alyabhouni Aldhaeri, président du Conseil national fédéral des Émirats arabes unis.

En février, alors que l'Iran bombardait des bases américaines aux Émirats arabes unis, son président, l'émir d'Abou Dhabi et commandant en chef de ses forces armées, Mohammed ben Zayed Al Nahyan, est arrivé à Bariloche avec une délégation de 200 personnes. Quelle pouvait être la nature de cette urgence ?

## La zone des quais

Dans le sud de Buenos Aires, tout est prêt pour la nouvelle zone libertarienne [« Ramblas del Plata »](#) sera bien plus qu'un simple quartier. [Ce projet, porté par IRSA](#), la société d'Eduardo Elsztain, ambitionne de reproduire la révolution urbaine menée par Margaret Thatcher dans les docks de l'East End londonien dans les années 1970. Une ville entière, fruit d'une initiative privée, verra le jour sur 71,6 hectares gagnés sur le fleuve, entre la Réserve écologique et La Boca. Il s'agit du plus grand projet urbain du pays. Un Puerto Madero démesuré, comme dirait Trump. L'ampleur du projet : un investissement de 1,8 milliard de dollars réparti en trois phases, avec 895 000 mètres carrés de surface constructible pour accueillir entre 6 000 et 10 000 appartements de luxe dans des tours, des bureaux, des hôtels, des commerces, des écoles et une promenade en bord de fleuve. IRSA a vendu la quasi-totalité des lots de la première phase cette année.

IRSA est propriétaire du terrain, définit le plan directeur et vend des lots à d'autres promoteurs [qui construisent selon leurs règles](#). Il s'agit, de fait, d'une zone économique spéciale. Son règlement d'urbanisme ne découle pas du code général de la ville, mais d'un accord de partenariat public-privé conçu spécifiquement pour le projet ; l'entretien des espaces publics est assuré par des prestataires privés ; et son échelle est celle d'une ville moyenne dotée de sa propre administration. C'est précisément cette évolution que Sonia Vidal-Koppmann documente depuis vingt ans

dans la région métropolitaine : le passage de la construction de lotissements fermés à la création de villes privées. L'inégalité inhérente à ces zones les rapproche du bidonville de Rodrigo Bueno. Le contraste est saisissant.

Mais quiconque pense que tout a commencé avec Macri, Rodríguez Larreta et Milei devrait se pencher sur le précédent d'Isla Demarchi, une propriété jouxtant les Ramblas del Plata. En 2008, la présidente Cristina Kirchner a rencontré Elzstain, marquant le début d'une coopération entre les forces politiques qu'elle dirigeait afin d'obtenir [les modifications nécessaires aux projets de l'IRSA](#) auprès du Conseil municipal de Buenos Aires.

En 2012, le gouvernement du Frente para la Victoria annonçait la création d'un pôle audiovisuel sur [l'île Demarchi](#) : douze hectares face au fleuve, présentés comme un « Central Park de Buenos Aires », avec une tour de 335 mètres et 67 étages, des studios de télévision, un hôtel de luxe aux étages supérieurs et un stade. Ce « Hollywood argentin », financé par l'ANSES (Agence nationale de sécurité sociale), avait également attiré l'attention d'Elzstain, qui avait même visité l'île à pied avec son fils, alors conseiller de la présidence. En 2017, un décret de Mauricio Macri [annulait le projet](#) et le terrain était revenu à l'Agence de gestion des biens de l'État (AABE), où son sort est toujours en suspens.

Pour confirmer que l'aliénation du territoire est un mouvement furtif mais cohérent, Milei et Caputo ont redessiné le port de Buenos Aires par décret, chargeant l'Agence nationale des ports et de la navigation de solliciter des initiatives privées pour financer et exploiter des projets urbains public-privé. L'hypothèse que [les études universitaires libérales](#) avaient façonné – la « réduction progressive de l'espace opérationnel portuaire et une évolution vers une urbanisation commerciale et résidentielle » – est devenue une réalité économique.

On ne peut pas aller plus lentement.

## Malouines ZEDE ?

Plus tôt cette année, Trump a pris de court le Premier ministre travailliste britannique de l'époque, Keir Starmer, en menaçant de soutenir la revendication de souveraineté de l'Argentine sur les îles Malouines. Quelques semaines plus tard, il a lui-même déclaré que son pays n'avait pas d'amis plus proches que les Britanniques. Ce geste, bien que bref, a conduit beaucoup à penser qu'il s'agissait de représailles suite au refus de l'Argentine de se joindre à la campagne contre l'Iran.

Mais hier encore, le 1er septembre, Trump lui-même a tiré la sonnette d'alarme à Londres concernant les îles Malouines. Son administration est prête à « réexaminer » la position traditionnelle des États-Unis, qui consiste à soutenir le Royaume-Uni sur la question de la souveraineté, a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse dans le Bureau ovale. Les libertariens au sein du gouvernement argentin ont accueilli cette nouvelle avec un enthousiasme patriotique.

Nous devrions prendre cela au sérieux pour une autre raison. Vu sous l'angle de la sécession, ces gestes constitueraient moins une réparation historique qu'un Cheval de Troie. Washington ne céderait pas les îles à l'Argentine – c'est hautement improbable. Mais le lobby MAGA pourrait bien vouloir arracher le contrôle de ces îles à l'État britannique afin de créer [une Zone Spéciale de Développement Économique \(ZSDE\)](#) gérée par des multinationales de l'Atlantique Sud. Un organisme de surveillance occidental doté de son propre régime juridique et fiscal, d'une autonomie budgétaire et d'une citoyenneté contractuelle.

Les conditions matérielles nécessaires à cette situation ont été réunies avec l'approbation, par le gouvernement d'occupation, du [projet pétrolier Sea Lion](#), auquel participe également une entreprise israélienne. Dès la guerre de 1982, le gouvernement des îles Malouines est devenu un « embryon d'État-nation », selon le spécialiste [Federico](#)

[Lorenz](#). Le pétrole a consolidé une certaine indépendance des Malouines vis-à-vis de la métropole britannique. Ces conditions étaient optimales pour l'établissement d'un centre géopolitique sur le modèle d'une cité-État-entreprise. La normalisation des relations entre l'administration coloniale et le gouvernement argentin permettrait de réduire les coûts logistiques de l'enclave. Mais cela ne constitue pas la souveraineté.

## Légaliser l'état des choses

[La feuille de route des innovations législatives](#), telles que la RIGI (Loi générale sur l'intégration des personnes), s'appuie sur la [Loi fondamentale initiale](#) de Milei pour parachever la fragmentation du pays. Le nouvel ensemble de lois impulsé par Sturzenegger et la City de Londres ne vise rien d'autre qu'à adapter le système juridique à la situation actuelle et à le pérenniser.

La présence de Thiel en Argentine incarne l'avancée du projet mondial de freedom cities, de micro-États anarcho-capitalistes. S'il vient, c'est parce qu'on y construit quelque chose de mieux que Prospera. Le magnat aurait même inscrit ses trois filles dans une école de Buenos Aires pour prouver sa conviction. L'Argentine offre à la techno-oligarchie une envergure continentale, des ressources stratégiques, un système juridique gangrené par des décennies de concessions discrètes, un gouvernement qui se perçoit comme une « taupe » destructrice au sein de l'État qu'il administre, et une certaine distance par rapport aux débâcles géopolitiques qu'elle foment elle-même au Moyen-Orient et en Europe. C'est le prototype exportable du nouveau régime de propriété, inspiré par des représentations idéalisées du féodalisme. Le stade suprême du capitalisme financier à l'ère des plateformes et du triomphe de la contre-culture antidémocratique. Cette fois, il semble que le coup de grâce sera le bon.

Il faut ajouter ici un autre facteur incitatif qui facilite le processus historique de sécession : l'immobilier comme porte d'entrée de l'argent mondial anonyme. [Jean-François Gayraud](#), spécialiste du crime organisé et auteur du \*Nouveau capitalisme criminel\* (2014), souligne comment l'immobilier permet d'acquérir territoire et respectabilité en une seule transaction. Les « professionnels de l'ombre » – avocats, notaires, agents immobiliers, banquiers – sont les facilitateurs indispensables qui disposent désormais de leurs propres ministères au sein des cabinets de Milei et du cousin de Macri.

Cette architecture juridique de dépossession se perfectionne avec le paquet « innocence fiscale II », approuvé il y a quelques jours par la Chambre des députés, qui promet une fois de plus de soustraire les millionnaires à tout contrôle sur l'origine de leurs fonds. « Fraude et évasion fiscales, flux financiers illicites, fuite des capitaux et blanchiment d'argent sont des phénomènes différents mais étroitement liés », affirment les spécialistes [Verónica Grondona et Magdalena Rua](#). L'opacité est la marque de fabrique de la progression clandestine du programme socio-politique de la techno-oligarchie.

[René Lavand](#) était trompeur, mais il nous avertissait : on ne peut pas faire plus lentement. Le gouvernement libéral utilise la même ruse, mais à plein régime, et l'establishment international le soutient. Au théâtre, quand la magie disparaît, la carte manquante réapparaît. Malheureusement, certains pays, comme l'Argentine, ne connaissent pas cette réapparition.

Diego Llumá\* pour [Revista Anfibia](#)

Revista Anfibia. Buenos Aires, le 2 septembre 2026.

Traduction en français pour El Correo de Carlos et Estelle Debiasi

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une œuvre de [www.elcorreo.eu.org](http://www.elcorreo.eu.org)

[(\***Diego Llumá** est enseignant et chercheur universitaire. Ex-Directeur National de Coopération Régionale et Internationale du Ministère de la Sécurité de la Nation. Il enseigne la « Coopération internationale » à l'Université Métropolitaine pour l'Éducation et le Travail et la « Géopolitique des réseaux et le capitalisme de surveillance » à l'Université Nationale de Saint Martin en Argentine. Diplômé en Sciences de la Communication Sociale (UBA). Il a suivi des masters sur la Défense Nationale et la Stratégie (l'Université Nationale de La Plata - centre d'Études pour la Nouvelle Majorité) ; de l'Institut de Hautes Études de l'Amérique Latine (l'Université de Paris III, de Sorbonne Nouvelle, France), de l'Institut Français de Géopolitique (l'Université de Paris VIII, de Seine-Saint Denis, France). Il est Visiting Fellow du Bulletin of the Atomic Scientists (Chicago, USA) et de la Fondation Journalistes de Europe (Paris, France).

[**El Correo de la Diaspora-**] Paris 6 octobre 2026.